

# RAPPORT DE REPERAGE DES MPCA AVANT REALISATION DE TRAVAUX DANS UN IMMEUBLE BATI

MINISTERE DE LA JUSTICE & DES LIBERTES /

Demandeur : PFI SUD EST



Lieux inspectés : **PALAIS DE JUSTICE FORTIA**  
**6 rue Joseph Autran**  
**13006 MARSEILLE**

Date du rapport : 23/10/2018

Rapport n° : NI-18-10-0018

Signature de la personne autorisant  
l'émission du rapport :

SAS NIKAIA EXPERTISES  
Espace Nikaïa - 11 Av Doct Robini  
06200 NICE  
Tél 09 72 58 62 76 - Fax 09 72 58 62 76  
Siren 823 112 412 - APE 7120B

Signature des experts :

SAS NIKAIA EXPERTISES  
Espace Nikaïa - 11 Av Doct Robini  
06200 NICE  
Tél 09 72 58 62 76 - Fax 09 72 58 62 76  
Siren 823 112 412 - APE 7120B

*Ce rapport ne peut être reproduit ou utilisé que dans son intégralité.*

## SOMMAIRE

Nombre de pages : 23

<b>1. Généralités</b>	<b>Page 3</b>
<b>2. Références des textes de lois concernés</b>	<b>Page 4</b>
<b>3. Descriptif du bien immobilier</b>	<b>Page 4</b>
<b>4. Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b>	<b>Page 6</b>
4.1. Echantillons prélevés et résultats d'analyses	Page 6
4.2. Conclusions	Page 7
<b>5. Consignes générales de sécurité</b>	<b>Page 11</b>

## ANNEXES

ANNEXE 1 : Croquis et / ou plans de repérage	5 pages
ANNEXE 2 : Résultats d'analyses	2 pages
ANNEXE 3 : Attestation de compétence, attestation d'assurance	3 pages

## **1. GENERALITES**

⇒ Donneur d'ordre	: MINISTERE DE LA JUSTICE & DES 350 Avenue du Club Hippique - LE PRAESIDIUM 13090 AIX-EN-PROVENCE
⇒ Propriétaire	: MINISTERE DE LA JUSTICE & DES LIBERTES / PFI SUD EST 13090 AIX EN PROVENCE
⇒ Adresse du propriétaire	:
⇒ Désignation du bâtiment	: PALAIS DE JUSTICE FORTIA
⇒ Adresse de visite	: 6 rue Joseph Autran 13006 MARSEILLE
⇒ Prestataire	: NIKAIA EXPERTISES
⇒ Adresse	: 11 rue du Docteur Robini - Espace Nikaia 06200 Nice
⇒ N° de Dossier prestataire	: NI-18-10-0018
⇒ Laboratoire	: Eurofins
⇒ Adresse du Laboratoire	: 75 chemin de Sommières - 30310 Vergèze
⇒ Date du repérage	: 10 octobre 2018
⇒ Non du rédacteur	: BENEVENT Thomas
⇒ Non de l'opérateur de repérage	: BENEVENT Thomas

***DANS LE CADRE DE LA MISSION OBJET DU PRESENT RAPPORT, IL N'A PAS ÉTÉ REPERE DE  
MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE***

Le présent rapport ne répond pas à l'obligation qui est faite à l'opérateur de repérage de réaliser un repérage exhaustif des différentes parties de l'immeuble bâti pour lequel il est missionné. Conformément à l'article 3 des arrêtés du 12 décembre 2012, il y a lieu de prévoir des investigations complémentaires concernant les locaux non visités, afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante, de ce fait le donneur d'ordre reste responsable au titre de vices cachés en cas de présence d'amiante. En cas de présence d'amiante, et si il y a obligation de retrait, ce dernier sera à la charge du propriétaire.

## **2. TEXTES REGLEMENTAIRES**

Code de la santé publique

Articles R.1334-19, 21 à 27 & Articles L4121-3 et L4531-1

Décrets

Décret n° 2001-840, 2003-462, 2011-629 et 2012-639

Arrêtés

Arrêté du 22 août 2002, Arrêté du 2 janvier 2002, Arrêté du 21 décembre 2012 et Arrêté du 12 décembre 2012

Arrêté du 26 juin 2013, relatif au repérage des produits de la liste C contenant de l'amiante.

Normes

Norme AFNOR NF X 46-020 du 18 juillet 2017.

**Attention** : 1 mois avant d'entamer les travaux de retrait d'amiante, il appartient à l'entreprise d'établir un plan de retrait des matériaux amiantés et de le soumettre à l'approbation de l'inspecteur du Travail, de la CRAM et de l'OPPBTB.

Pour tous travaux de désamiantage (retrait, encapsulage ou autres), il est impératif de faire appel à un maître d'œuvre qualifié et à une entreprise ayant la qualification Qualibat 1552 pour le retrait des matériaux amiantés.

## **3. DESCRIPTIF DU BIEN IMMOBILIER**

### **⇒ Type de bâtiment :**

Palais de Justice FORTIA

### **⇒ Description des lieux inspectés :**

Bâtiment comprenant : Bureaux, salle d'audiences, salon d'honneur, locaux syndicaux, etc ...

### **⇒ Description des travaux :**

Périmètre du repérage : Travaux partiels (remplacement des menuiseries extérieurs)

#### **4. RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

##### **⇒ IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR DE REPERAGE**

Opérateur : **BENEVENT**

Attestation de compétence : **CPDI 3025**

Délivrée par : **ICERT**

Adresse Organisme Certificateur : **Parc EDONIA Bâtiment G - rue de la terre Victoria - 35760 Saint Gregoire**

Raison sociale et adresse : **NIKAIA EXPERTISES**

**11 rue du Docteur Robini - Espace Nikaia -  
06200 Nice**

Compagnie d'assurance : **GAN**

N° de police : **161606131**

Laboratoire d'analyse : **Eurofins**

N° de rapport : **NI-18-10-0018**

**L'opérateur de repérage atteste sur l'honneur qu'il est en situation régulière au regard des articles L271-6 du code de la Construction et de l'habitation et qu'il dispose des moyens en matériel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composants le dossier.**

##### **⇒ DOCUMENTS FOURNIS PAR LE COMMANDITAIRE**

- |                       |                                |
|-----------------------|--------------------------------|
| <input type="radio"/> | Plans ou croquis               |
| <input type="radio"/> | Permis de construire           |
| <input type="radio"/> | Diagnostics amiante précédents |

☐ Autre :

⇒ **PERSONNE ACCOMPAGNANT L'OPERATEUR LORS DU REPERAGE**

Nom : **M. VITALIS**  
Qualité : **Responsable travaux**

⇒ **IDENTIFICATION DES PARTIES N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :**

Néant.

**4.1 ECHANTILLONS PRELEVES ET RESULTATS D'ANALYSES**

Echantillons n°		Localisation	Nature du matériau	Résultat
1	BUREAU VICE PRESIDENT / R+1		MASTIC FENETRE	Négatif
2	BUREAU PRESIDENT / R+1		MASTIC FENETRE	Négatif
3	SALON D'HONNEUR / R+1		MASTIC FENETRE	Négatif
4	VESTIAIRES JUGES / R+1		MASTIC FENETRE	Négatif
5	BUREAUX MAGISTRATS & LOCAUX SYNDICAUX / R+2		MASTIC FENETRE	Négatif
6	BUREAU DIRECTRICE GREFFE / R+3		MASTIC FENETRE	Négatif
7	BUREAU VICE PRESIDENT TGI		MASTIC FENETRE	Négatif
8	WC RETOUR LOGGIA / R+2		MASTIC FENETRE	Négatif
9	ANCIEN LOGEMENT / R+1		MASTIC FENETRE	Négatif

## 4.2 CONCLUSION

**DANS LE CADRE DE LA MISSION OBJET DU PRESENT RAPPORT, IL N'A PAS ÉTÉ REPERE DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

*Le tableau ci-dessous fait la synthèse des matériaux et produits amiantés repérés lors de notre visite*

<b>APRES ANALYSE NIKAIA EXPERTISES</b>			
<b>LOCALISATION</b>	<b>NATURE DU MATERIAU</b>	<b>MESURES obligatoires associées (évaluation périodique, mesure d'empoussièrement ou travaux de retrait ou confinement)</b>	<b>Estimatif des quantité de matériaux et produits amianté</b>
-	-	-	-
-	-	-	-
-	-	-	-

**Nota :**

§ Le présent rapport est établi uniquement dans le cadre des travaux relatifs aux menuiseries.

**Date du repérage :** 10 octobre 2018

**Signature des experts :**

**SAS NIKAIA EXPERTISES**  
Espace Nikaia - 11 Av. Doct Robini  
06200 NICE  
Tél 09 72 58 62 76 - Fax 09 72 58 62 76  
Siren 823 112 412 / APE 7120B



## **5. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE**

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

**Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique "amiante" et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.**

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les conclusions écrites dans le rapport de repérage.

### **RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

**Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.**



## a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

## b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

***Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.***

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flochage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n°88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

### **c. Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

### **d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### **e. Traçabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n°11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## EXTRAIT REGLEMENTAIRE

### **ANNEXE III de l'Arrêté du 12 décembre 2012**

#### **ÉLÉMENTS D'INFORMATION À FAIRE FIGURER DANS LE RAPPORT CONSTITUANT L'ÉTAT MENTIONNÉ AUX 1° ET**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales). L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org)

# ANNEXES



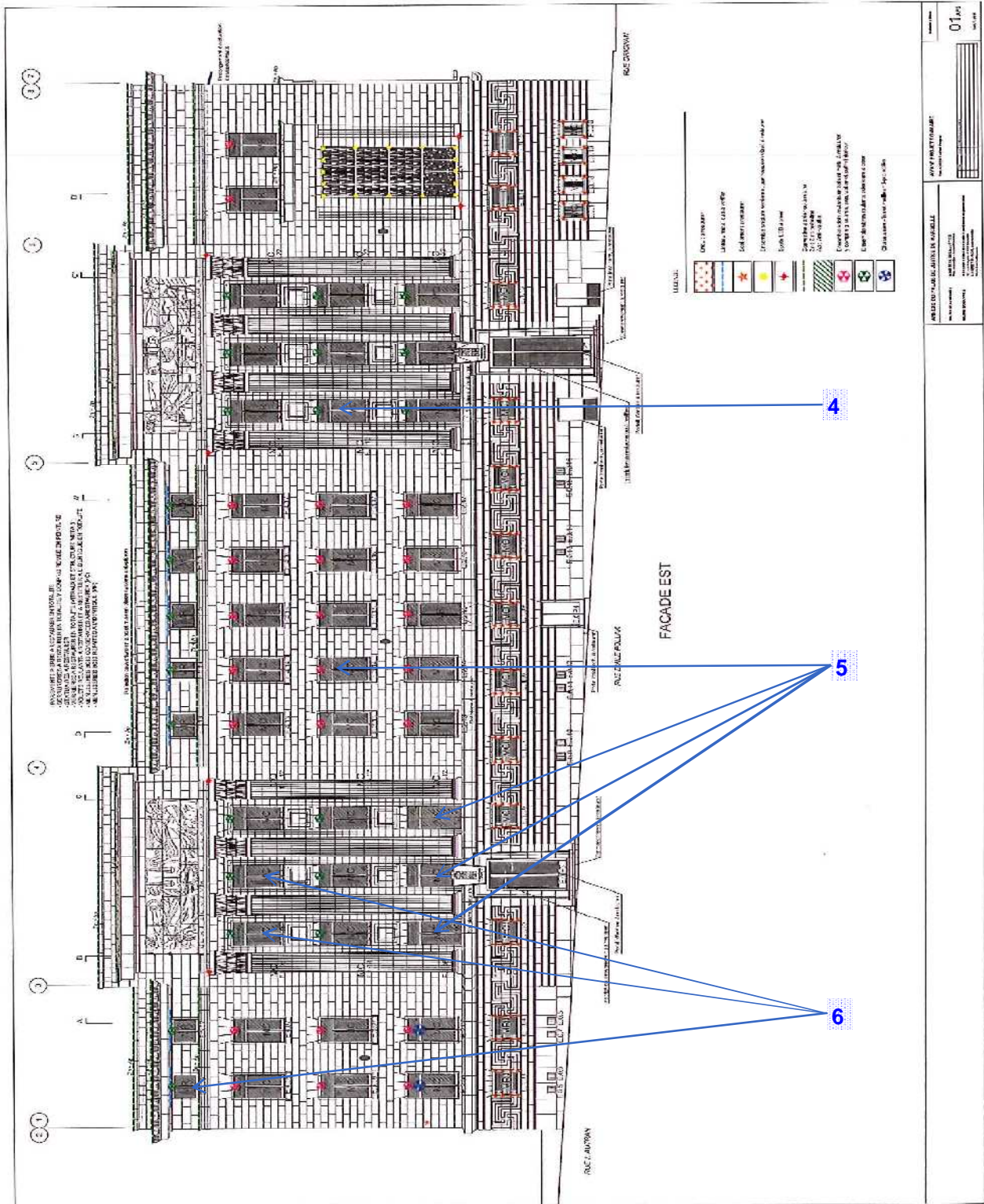




Echantillons non amiantés

Echantillons amiantés

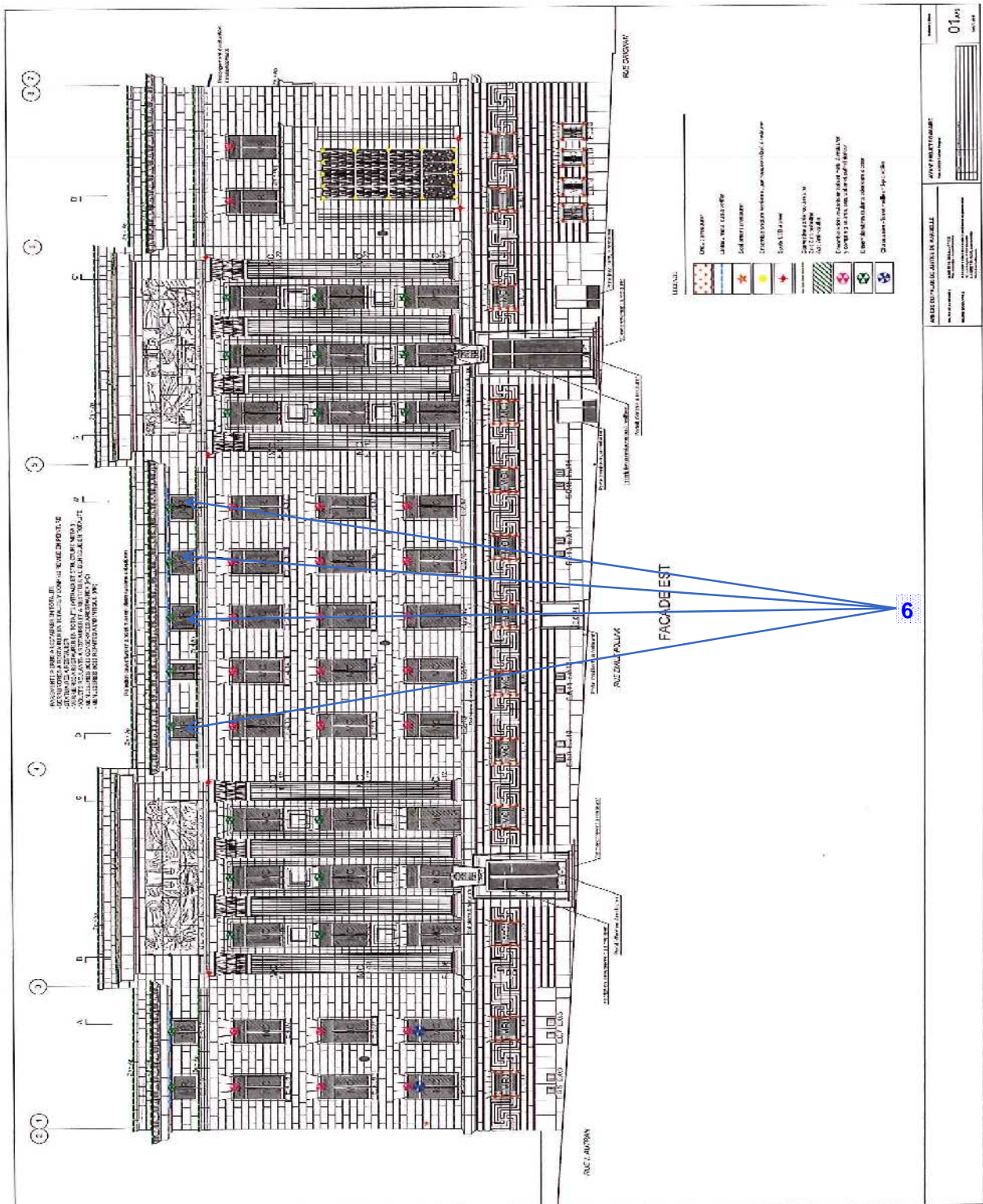
LOCAUX NON VUS



## Echantillons non amiantés

## Echantillons amiantés

## LOCAUX NON VUS

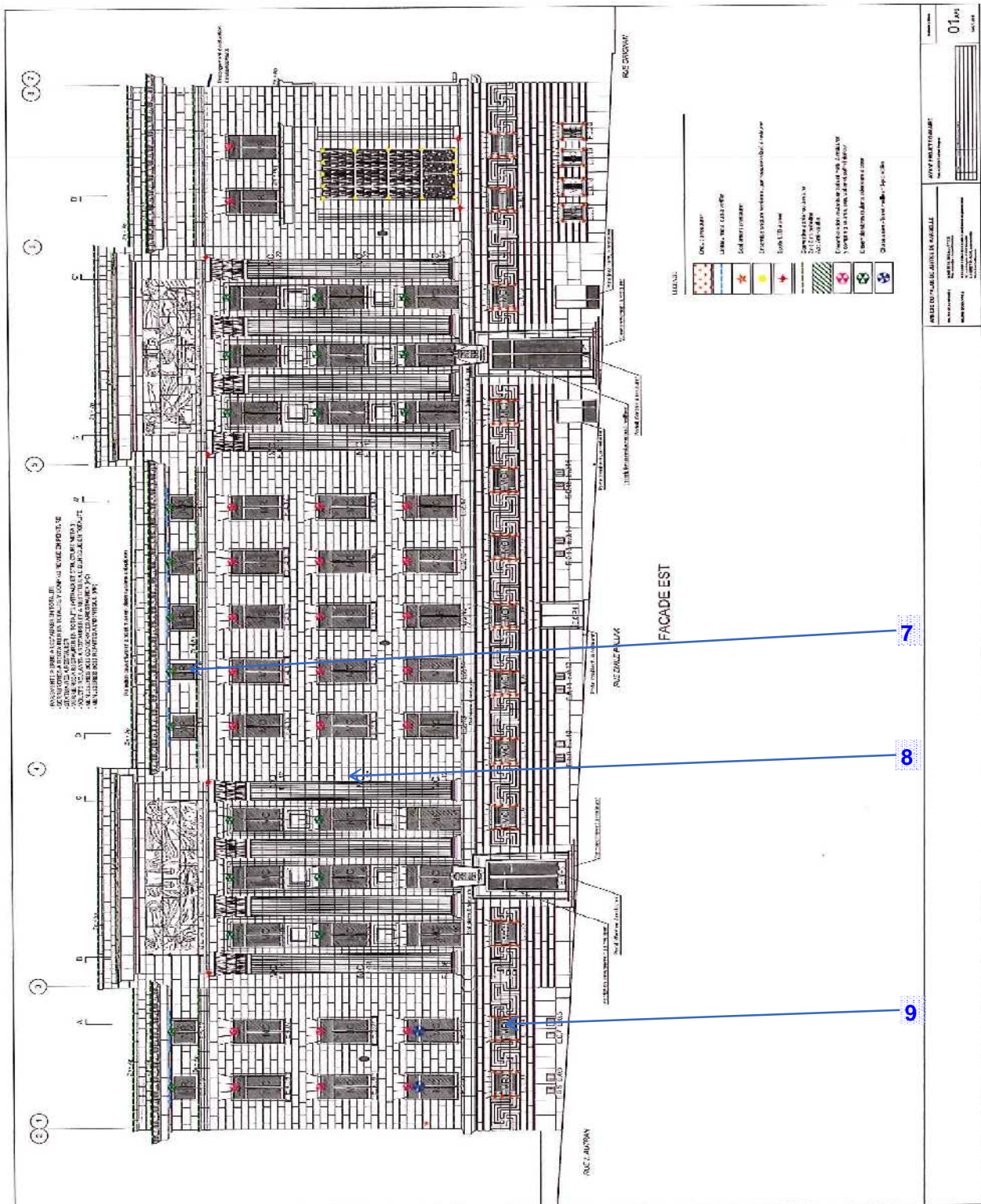




## Echantillons non amiantés

## Echantillons amiantés

## LOCAUX NON VUS





Echantillons non amiantés



Echantillons amiantés



Ech 1 : Mastic de fenêtre sans amiante



Ech 2 : Mastic de fenêtre sans amiante



Ech 3 : Mastic de fenêtre sans amiante



Ech 4 : Mastic de fenêtre sans amiante



Ech 5 : Mastic de fenêtre sans amiante



Ech 6 : Mastic de fenêtre sans amiante



Ech 7 : Mastic de fenêtre sans amiante



Ech 8 : Mastic de fenêtre sans amiante



Ech 9 : Mastic de fenêtre sans amiante



# ANNEXE 2

## Résultats d'analyses

2 pages



Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.

**EUROFINS ANALYSES POUR LE  
BATIMENT SUD SAS**  
**Analyses**  
75C Avenue de Pascalet  
30310 VERGEZE

### RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-18-EK-048537-01 Version du : 18/10/2018 07:40 Page 1/2  
Dossier N° : 18EK071773 Date de réception : 16/10/2018  
Référence dossier : 18KE029381 - Commande EOLn°006-10514-396688 PALAIS FORTIA

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	18KE029381-001 - 1 / BUREAU VICE PRESIDENT / R+1 / MASTIC FENETRE	Matériau souple de type mastic (marron)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	18KE029381-002 - 2 / BUREAU PRESIDENT / R+1 / MASTIC FENETRE	Matériau semi-dur de type mastic (beige) ; matériau (noir)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003	18KE029381-003 - 3 / SALON D'HONNEUR / R+1 / MASTIC FENETRE	Matériau semi-dur (noir) ; matériau semi-dur de type mastic (beige)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004	18KE029381-004 - 4 / VESTIAIRES JUGES / R+1 / MASTIC FENETRE	Matériau semi-dur (noir) ; matériau semi-dur de type mastic (beige) ; matériau (gris)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005	18KE029381-005 - 5 / BUREAUX MAGISTRATS & LOCAUX SYNDICAUX / R+2 / MASTIC FENETRE	Matériau souple de type mastic (transparent) ; matériau (noir)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
006 (1)	18KE029381-006 - 6 / BUREAU DIRECTRICE GREFFE / R+3 / MASTIC FENETRE	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau souple de type mastic (transparent) ; matériau (noir)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
007	18KE029381-007 - 7 / BUREAU VICE PRESIDENT TGI / MASTIC FENETRE	Matériau semi-dur (gris) ; matériau (fibreuse) (beige)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les essais identifiés par le symbole \* ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.  
Rua Monte de Alén, 52  
4580-733 Sobrosa - Paredes, PORTUGAL



## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-18-EK-048537-01

Version du : 18/10/2018 07:40

Page 2/2

Dossier N° : 18EK071773

Date de réception : 16/10/2018

Référence dossier : 18KE029381 - Commande EOL n° 006-10514-396888 PALAIS FORTIA

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
008 (1)	18KE029381-008 - 8 / WC RETOUR LOGGIA / R+2 / MASTIC FENETRE	Matériau semi-dur de type mastic (beige) ; matériau semi-dur (blanc) ; matériau semi-dur (noir)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
009	18KE029381-009 - 9 / ANCIEN LOGEMENT / R+1 / MASTIC FENETRE	Matériau (noir) ; matériau semi-dur de type mastic (beige)	<b>MET</b>	1	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

### Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

MET : Détermination Fibres d'amiante. Traitement par calcination et/ou par attaque acide. Détection et identification par Microscopie Electronique à Transmission équipée d'un Analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) réalisée à partir de la norme : NF X 43-050: Janvier 1996, MO/HBA/MAT/S2-06 et de la législation française : Arrêté du 6 Mars 2003.

NB 1 : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande. Il est à noter que ce rapport en français est une copie de la version originale du rapport en langue portugaise et stockée en interne par le laboratoire.

NB 2 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 3 : Le prélèvement relève de la responsabilité du client.

NB 4 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1 % en masse.

NB 5 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable.

Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0.2 µm.

"Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante.

NB 6 : La portée d'accréditation du laboratoire est référencée sous le n° L0705-1 et est disponible sur <http://www.ipac.pt/>.

### Observation(s) échantillon(s)

(1) La totalité de l'échantillon a été utilisée pour rendre le résultat. Une contre-analyse sera impossible.

Validé et approuvé par :



Rui Gomes  
Chef d'équipe

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les essais identifiés par le symbole \* ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

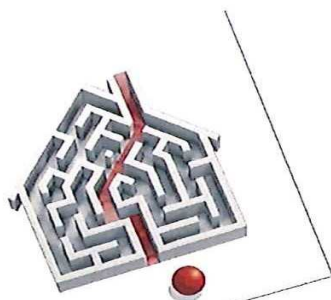
Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.  
Rua Monte de Alem, 52  
4580-733 Sobrosa - Paredes, PORTUGAL



# ANNEXE 3

## Attestation de compétence Attestation d'assurance

3 pages



### Certificat de compétences Diagnosticqueur Immobilier

N° CPDI 3025 Version 004

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur BENEVENT Thomas**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

<b>Amiante avec mention</b>	<b>Amiante Avec Mention**</b> Date d'effet : 22/10/2017 - Date d'expiration : 21/10/2022
<b>Amiante sans mention</b>	<b>Amiante Sans Mention*</b> Date d'effet : 22/10/2017 - Date d'expiration : 21/10/2022
<b>Plomb</b>	<b>Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb</b> Date d'effet : 08/12/2017 - Date d'expiration : 07/12/2022
<b>Termites</b>	<b>Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine</b> Date d'effet : 06/12/2017 - Date d'expiration : 05/12/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Edité à Saint-Grégoire, le 08/12/2017.



\* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

\*\*Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

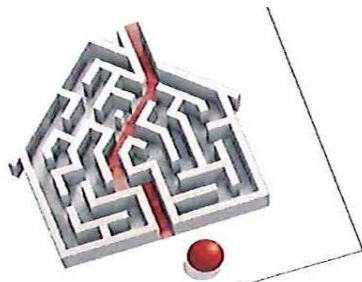
Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'invocation par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

**I.Cert**  
Institut de Certification

Certification de personnes  
Diagnosticqueur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

**cofrac**  
ACCREDITATION  
N° 4-0522  
PORTÉE  
CERTIFICATION  
DE PERSONNES  
[WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)





# Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI3025

Version 003

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur BENEVENT Thomas**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

<b>Amiante avec mention</b>	<b>Amiante Avec Mention**</b> Date d'effet : 22/10/2017 - Date d'expiration : 21/10/2022
<b>Amiante sans mention</b>	<b>Amiante Sans Mention*</b> Date d'effet : 22/10/2017 - Date d'expiration : 21/10/2022
<b>Plomb</b>	<b>Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb</b> Date d'effet : 18/10/2012 - Date d'expiration : 17/10/2017
<b>Termites</b>	<b>Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine</b> Date d'effet : 06/12/2012 - Date d'expiration : 05/12/2017

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Edité à Saint-Grégoire, le 30/08/2017.

\* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

\*\* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes  
Diagnosticteur  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)





# ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DIAGNOSTIQUEURS IMMOBILIERS

## ATTESTATION D'ASSURANCE

La Compagnie d'Assurance, **GAN ASSURANCES**, dont le Siège Social est situé au 8-10, RUE D'ASTORG – 75383 PARIS CEDEX 08, atteste que :

Nom ou raison sociale : **NIKAIA EXPERTISES**  
Adresse ou Siège Social : **11 AV DU DOCTEUR VICTOR ROBINI ESPACE NIKAIA**  
**06200 NICE**

est titulaire d'un contrat d'assurance n°161.606.131, à effet du 03/11/2016, par l'intermédiaire de  
AGENCE GRASSE AMIRAL, garantissant la Responsabilité Civile Professionnelle dans le cadre de ses  
activités de : Diagnostiqueurs Immobiliers

**L'assuré déclare effectuer les diagnostics suivants :**

- Amiante (hors activités d'extraction, d'exploitation et d'enlèvement d'amiante) dont Parties Privatives (DAPP)
- Installation intérieure de gaz
- Installation intérieure d'électricité
- DPE (Performance énergétique)
- ERNT (Risques naturels et Technologiques)
- CREP (exposition au plomb)
- Présence de termites
- Etat parasitaire (autre que termites)
- Métrage des bâtiments (CARREZ)
- Métrage de la surface habitable (Boutin)

Ce contrat est conforme aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur en France notamment:  
- à l'Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 modifiée,  
- et aux dispositions du Décret n°2006-114 du 5 septembre 2006.

Il est entendu que la garantie n'est effective que pour les personnes physiques certifiées ou morales  
employant des personnes physiques certifiées ou constituées de personnes physiques certifiées.

**La présente attestation est valable du 01/01/2018 au 31/12/2018 à 24 heures.**

**La présente attestation ne constitue qu'une présomption de garantie. Elle ne peut engager la  
Compagnie en dehors des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

**Fait à Grasse, le 12/01/2018**

**Pour Gan Assurances**



**Chrystel DUBREUIL**  
Agent général - N° ORIAS : 07001473  
5, boulevard Carnot  
06130 GRASSE  
Tél. : 04.93.36.05.90 - Fax : 04.93.36.79.78